



Créé par des militants CGT et FSU

«*La régression sociale ne se négocie pas, elle se combat !*» *Henri Krasucki*

**Le 29 mai 2005 c'était NON au TCE**

**ce 30 mai 2015 ce sera NON à la casse sociale  
OUI au progrès social,  
à la paix et à la souveraineté nationale**

**OUI à la sortie de l'euro et de l'OTAN fauteur de guerre!**

Le 29 mai 2005 le peuple français s'est -malgré le matraquage médiatique dominant-prononcé très majoritairement par referendum contre le Traité constitutionnel européen qui visait à constitutionnaliser les politiques réactionnaires de libre échange.

La droite et le parti socialiste en phase avec l'Union européenne en imposant en 2008, un traité parfaitement identique, Hollande s'engageant mensongèrement en 2012 à la renégociation du traité budgétaire ont violé cette décision majoritaire faisant ainsi la preuve que l'Union européenne et ses traités carcans se construisait honteusement contre la volonté du peuple et contre ses intérêts.

En France, en application de ces traités et en conformité avec les intérêts des oligarchies européennes les politiques d'austérité, de démantèlement des conquises de la Libération (nationalisations des secteurs clés, sécurité sociale, régime des retraites, garanties et droits sociaux, justice prud'homale ...) se poursuivent et s'aggravent.

## La Grèce



*Jean-Claude Juncker*  
*président de la Commission européenne*

En Europe l'exemple de la Grèce montre que les efforts du nouveau gouvernement issu de la volonté populaire d'en finir avec la politique inhumaine de la Troïka se heurte à l'intransigeance sans concession des institutions européennes.

La preuve est donc faite que dans le cadre européen, dans le respect des traités, dans la zone euro, il n'est pas possible de rompre avec les politiques d'austérité ou de seulement

prendre des mesures en faveur des travailleurs!

Parce que l'Union européenne est une construction politique qui dès l'origine a été bâtie et s'est dotée d'institutions destinées à faire prévaloir les intérêts de l'oligarchie, à rendre impossible toute autre politique que celle du « *marché libre et non faussé* », à permettre de bafouer la souveraineté populaire, à tenir le peuple à distance en violant sa souveraineté!

## La CES

Et entre autres institutions elle s'est doté de structures syndicales, la Confédération européenne des syndicats (CES) reconnues et financées par la Commission européenne et destinées à préserver l'illusion d'une "*Europe sociale*" qui pourrait être atteinte bien sûr si on est raisonnable et si comme la CFDT on pratique le "*dialogue social*", c'est à dire si on est à la dévotion du patronat.

Avec les résultats que l'on peut voir : des reculs sociaux récurrents, la misère et le désespoir qui s'étendent, la richesse insolente qui s'accumule à un pôle de plus en plus minoritaire de la société.

Et c'est ainsi que devant la montée des luttes en Allemagne (les cheminots et les métallos en particulier) et dans d'autres pays européens (Portugal, Espagne) la CES se garde bien de les populariser face au silence complice des grands médias et surtout d'organiser leur coordination afin de les amplifier et de créer les conditions de victoires fussent-elles partielles.

## La lutte pour la paix

Par ailleurs, que reste-t-il de cette prétention européenne d'avoir assuré la paix sur notre continent quand l'UE reconnaît à nos portes un régime issu d'un véritable coup d'état, qui bombarde ses propres populations et qui comporte des partisans nazis dans son gouvernement comme on peut le constater en Ukraine!

Et quand les puissances occidentales, UE comprises au Moyen orient, en alliance de fait avec le Qatar et l'Arabie saoudite financent et soutiennent les pires ennemis de toute civilisation et viennent de leur livrer Palmyre!

C'est donc pour toutes ces raisons, qui sont des raisons syndicales de défense conséquente des intérêts des travailleurs, que nous considérons que l'idée de changer l'Europe de l'intérieur est un mensonge et que nous participons au rassemblement de ce

**samedi 30 mai 2015 à  
l'Assemblée nationale  
place du Palais-Bourbon à Paris,  
à partir de 14 h**

***Le Front Syndical de Classe***

***21 mai 2015***

### **Pour adhérer au Front syndical de Classe :**

**- Adhésion individuelle : 36 euros par an (10 pour les bas revenus) Chèque (à l'ordre de "Front Syndical de Classe") à envoyer au trésorier : Jacky OMER/FSC 11 rue de Tivoli 13005 MARSEILLE**

**- Adhésion de syndicats et d'organisations de base : contacter le trésorier ou nous écrire à  
frontsyndicacourriel : [frontsyndical.classe@laposte.net](mailto:frontsyndical.classe@laposte.net)**